AFFAIRES GENERALES ET POLITIQUE
GENERAL AFFAIRS AND POLICY

Projet d'ordre du jour
Draft agenda

février / February 2011

HccH
HAGUE CONFERENCE ON
PRIVATE INTERNATIONAL LAW
CONFÉRENCE DE LA HAYE
DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

PROJET D'ORDRE DU JOUR

proposé par le Bureau Permanent

* * *

DRAFT AGENDA

proposed by the Permanent Bureau

Conseil sur les affaires générales
et la politique de la Conférence d'avril 2011

Council on General Affairs
and Policy of the Conference of April 2011

Permanent Bureau | *Bureau Permanent*
6, Scheveningseweg 2517 KT The Hague | *La Haye* The Netherlands | *Pays-Bas*
telephone | *téléphone* +31 (70) 363 3303 fax | *télécopieur* +31 (70) 360 4867
e-mail | *courriel* secretariat@hcch.net website | *site internet* http://www.hcch.net

PROJET D'ORDRE DU JOUR

RÉUNION DU CONSEIL
SUR LES AFFAIRES GÉNÉRALES ET LA POLITIQUE DE LA CONFÉRENCE

(5 – 7 avril 2011)

Le projet d'ordre du jour est établi à titre indicatif et, le cas échéant, sera susceptible de modifications pour tenir compte des discussions en cours au sein de la réunion du Conseil, notamment pour les points relatifs aux travaux futurs.

À l'exception de la dernière journée (qui s'achèvera à 16 h au plus tard), les sessions débuteront normalement à 9 h 30 pour se clôturer à 18 h. La pause déjeuner est prévue de 13 h à 14 h 30 et des pauses sont prévues de 11 h à 11 h 15 et de 16 h à 16 h 15.

Mardi 5 avril 2011, 9 h 30

I. Bref compte-rendu des activités menées depuis la dernière réunion du Conseil (7 - 9 avril 2010)

1. Compte-rendu des travaux réalisés en 2010
   Voir « Rapport annuel 2010 »

2. Compte-rendu sommaire des travaux réalisés au cours du premier trimestre 2011

3. Mise à jour de la mise en œuvre du Plan stratégique
   Voir « Mise à jour du Plan stratégique », Document préliminaire No 3

II. Travaux en cours

1. Choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux
   Voir « Choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux : État d'élaboration du projet d'instrument », Document préliminaire No 6

2. Préparatifs de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions de 1980 et 1996
   Voir « Programme de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur l'examen du fonctionnement pratique de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants *et de la* Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants *», Document préliminaire No 14*

3. Groupe de travail sur la médiation dans le cadre du Processus de Malte
   Voir « Suivi des activités de la Conférence en matière de médiation », Document préliminaire No 10

III. Rapport, Conclusions et Recommandations du Groupe de travail des Membres à composition non limitée, 2 – 3 décembre 2010

Voir « Rapport de la réunion du Groupe de travail des Membres à composition non limitée (2 – 3 décembre 2010) », Document préliminaire No 5

1. Organisation et méthodes de travail :
   a) rôle du Conseil sur les affaires générales et la politique : renforcement de l'engagement des Membres

b) renforcement du rôle de la Présidence : groupe d'« amis du (de la) Président(e) » et réunions informelles et ouvertes des Membres
c) réglementation concernant la Présidence et la (les) Vice(s)-présidence(s) du Conseil
d) méthodes de travail : manipulation et présentation des informations

2. Résultats du tour de table sur les quatre questions fondamentales[1] : proposition de constituer un Groupe de travail sur l'assistance technique

3. Mise au point et perspectives d'avenir : développements et résultats depuis les préparatifs qui ont conduits à l'adoption du Plan stratégique (2000 – 2002)

4. Définir des priorités :

- élaboration de nouvelles Conventions et autres instruments normatifs
- promotion des Conventions existantes et de l'admission à la Conférence
- soutien à la mise en œuvre et au fonctionnement des Conventions existantes :
  - administration des traités
  - élaboration d'outils
  - adaptation des Conventions existantes
  - maintien de réseaux mondiaux
  - résolution de problèmes
  - répondre aux demandes individuelles
  - assistance technique
  - formation juridique théorique et pratique
- suivi et examen des Conventions existantes
- développements régionaux et présence régionale
- aide à, et coopération avec, d'autres organisations internationales

5. Ressources :

- en général : proposition de constituer un Groupe de travail sur le financement
- en particulier :
  A. effectifs
  B. immeuble : renvoi au Groupe de travail sur les pensions
  C. langues : rôle de l'espagnol comme langue de travail
  D. bureaux régionaux

[À poursuivre le mercredi 6 avril 2011 après-midi]

NB. Une réunion informelle sera organisée par le Bureau permanent pendant la pause déjeuner, pour discuter du suivi de la création d'un bureau régional pour la région Asie Pacifique. Les experts des États membres de cette région, ainsi que d'autres experts intéressés, sont invités à y participer

18 h Réception offerte par le Bureau Permanent en l'honneur du Professeur A.V.M. (Teun) Struycken qui s'est retiré de ses fonctions de Président de la Commission d'État néerlandaise de droit international privé le 31 décembre 2010

[1] Quels travaux actuellement menés par la Conférence devraient être abandonnés ? Quels travaux la Conférence devrait-elle commencer à entreprendre qui ne seraient pas menés actuellement ? Comment financer les activités de la Conférence ? Est-il nécessaire de restructurer l'Organisation ou de modifier ses méthodes de travail ?

Mercredi 6 avril 2011

IV. Travaux futurs : nouveaux sujets

Ce chapitre est réservé à la discussion de tout nouveau sujet qui a été, ou qui pourrait être, proposé par les Membres, les organisations internationales ou le Bureau Permanent. Voir « Programme de travail du Bureau Permanent pour le prochain Exercice financier (premier juillet 2011 – 30 juin 2012) », Document préliminaire No 2 – Mise à jour préparée par le Bureau Permanent, qui comprend des observations sur certains des points ci-dessous

1. L'accès au contenu du droit étranger et le besoin de développer un instrument mondial dans ce domaine
   Voir lettre circulaire L.c. ON No 5(11) du 18 février 2011

2. Opportunité et faisabilité d'un protocole à la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*

3. Suivi du projet sur les Jugements
   Voir « Suivi du projet sur les Jugements », Document préliminaire No 14 de février 2010 et « Suivi des activités de la Conférence relatives à la Convention sur les accords d'élection de for », Document préliminaire No 12

4. L'application de certaines techniques juridiques de droit international privé en matière de migration internationale
   Voir Document préliminaire No 7 de février 2010

5. Questions de droit international privé en rapport avec le statut des enfants (sauf l'adoption), notamment la reconnaissance de la filiation, et concernant les accords de maternité de substitution à caractère international
   Voir « Rapport sur le statut des enfants (y compris la maternité de substitution) », Document préliminaire No 11

6. Les aspects du droit de la propriété de biens mobiliers
   Sujet proposé par l'Union européenne lors de la réunion du Conseil de 2010, à développer davantage

7. Autres sujets retenus à l'ordre du jour de la Conférence par le Conseil :

   a) questions de droit international privé soulevées par la société de l'information, notamment le commerce électronique, *e-justice* et la protection des données

   b) compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière de succession

   c) compétence judiciaire, loi applicable, reconnaissance et exécution des jugements relatifs aux couples non mariés

   d) évaluation et analyse des questions juridiques transfrontières soulevées par des titres détenus auprès d'un intermédiaire et droit des sûretés, en tenant notamment compte des travaux menés par d'autres organisations internationales

[À poursuivre le jeudi 7 avril 2011 au matin]

V. Tour de table sur l'avancement des signatures, ratifications et adhésions aux Conventions de La Haye

1. Vingt et unième session (2007) :

   a) *Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*
   b) *Protocole du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*

2. Vingtième session (2005) :
   Convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for

3. Dix-neuvième session (2002) :
   Convention du 5 juillet 2006 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire

4. Dix-huitième session (1996) et la Commission spéciale à caractère diplomatique (1999) :

   a) *Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* et
   b) *Convention du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes*

5. Conventions adoptées par la Conférence de La Haye lors de Sessions diplomatiques précédentes

12 h Signatures, dépôt d'instruments de ratification, acceptation ou approbation et adhésion aux Conventions de La Haye

VI. Appui, suivi et aide aux Conventions

A. Coopération et contentieux judiciaires

1. Suivi de la Commission spéciale du 2 au 12 février 2009
   Voir « Liste de tâches et état de mise en œuvre des Conclusions et Recommandations adoptées par la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions de La Haye Apostille, Notification, Obtention des preuves et Accès à la justice (2-12 février 2009) – Mise à jour No 1 », Document préliminaire No 13

2. Le Projet de l'e-APP

B. Protection internationale des enfants, des adultes vulnérables, des relations internationales familiales et patrimoniales

1. Suivi de la réunion de la Commission spéciale de juin 2010 sur le fonctionnement pratique de la Convention de 1993 (notamment l'avancée des travaux relatifs aux Guides de bonnes pratiques)
   Voir « Conclusions et Recommandations et Rapport de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de 1993 sur l'adoption internationale (17 – 25 juin 2010) », Document préliminaire No 4

2. Réseau judiciaire et communications judiciaires directes

3. Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants
Voir « Projets relatifs aux Conventions sur les enfants, les aliments, les adultes, la cohabitation, le statut des enfants et le déménagement international des familles – Programme pour 2011 – 2012 », Document préliminaire No 7 et « Rapport sur les consultations menées par le Bureau Permanent concernant l'arrêt rendu par la Cour Européenne des droits de l'homme dans l'affaire Raban c. Roumanie *», Document d'information No 4*

VII. Développements régionaux, le Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique

A. Programmes régionaux

B. Résultats, développements actuels et programme de travail du Centre pour 2011 - 2014

C. Méthodes de financement du Centre et ses activités

VIII. Rapport, Conclusions et Recommandations du Groupe de travail des Membres à composition non limitée, 2 – 3 décembre 2010 (suite des discussions)

Jeudi 7 avril 2011

IX. Travaux futurs (suite des discussions)

X. Informations sur les questions budgétaires et de financement

1. Proposition de Budget pour l'Exercice financier LVII (premier juillet 2011 – 30 juin 2012)
Voir « Projet de Budget pour l'Exercice financier LVII (premier juillet 2011 – 30 juin 2012) et Exposé des motifs », Document préliminaire No 8

2. Budget supplémentaire pour les Exercices financiers LVII à LIX (premier juillet 2011 – 30 juin 2014)

   – 1re partie : Projets spéciaux et Dépenses
   Voir « Projet de Budget supplémentaire pour les Exercices financiers LVII à LIX (premier juillet 2011 – 30 juin 2014) et Exposé des motifs (1re partie) », Document préliminaire No 9 A

   – 2e partie : Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique
   Voir « Projet de Budget supplémentaire pour les Exercices financiers LVII à LIX (premier juillet 2011 – 30 juin 2014) et Exposé des motifs (2e partie) », Document préliminaire No 9 B

XI. Coopération avec d'autres organisations internationales

1. Coopération avec la CNUDCI, UNIDROIT, UNICEF et d'autres organisations mondiales

2. Coopération avec l'Union européenne et d'autres organisations régionales

XII. Conclusions

La réunion se terminera à 16 h au plus tard.

Annexe A

Sujets suggérés de manière informelle au Bureau Permanent[1] *:*

- élaboration d'un guide pratique de droit international privé comparé (pays par pays ou thème par thème) ;
- élaboration d'accords bilatéraux modèles en vue de faciliter la mise en œuvre des Conventions (multilatérales) de La Haye ;
- questions de droit international privé relatives à la propriété intellectuelle ;
- recouvrement international des avoirs relevant de l'exécution au titre du droit pénal comme du droit civil et commercial, lié aux mesures provisoires et conservatoires ;
- conventions (ou modèles de lois) sur la loi applicable aux contrats spécifiques (contrats d'échange ; opérations sur le marché à terme) ;
- questions soulevées par les effets extraterritoriaux des réglementations internes : comment préserver, par l'intermédiaire de la coopération internationale et l'exécution réciproque, l'intégrité de la variété croissante des systèmes de régulation dans un monde de plus en plus interdépendant ;
- étude de faisabilité en vue de développer une assistance juridique plus efficace pour des catégories particulières de cas comme les créances de faibles montants et / ou des créances incontestées (recommandation de la Commission spéciale du 2 au 12 février 2009)[2].

[1] Voir Doc. prél. No 20 de mars 2002 à l'intention de la Dix-neuvième session : « Observations sur la stratégie de la Conférence de La Haye en réponse à la lettre du Secrétaire général du 30/31 juillet 2001 » (les sujets apparaissant plus haut dans l'ordre du jour ne sont pas mentionnés ici).

[2] Soumis à l'annexe A par le Conseil sur les affaires générales et la politique de mars – avril 2009.